



Mardi 22 mai 2018

Communiqué de presse

Communiqué intersyndical CIO

Le Ministère de L'Éducation Nationale a annoncé la suppression des CIO au motif que l'information sur les voies de formation et les métiers devrait désormais être traitée dans un cadre régional. Les DRONISEP (Délégations Régionales de l'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions) seraient supprimées et leurs personnels transférés aux régions.

La Régionalisation des DRONISEP entraînerait nécessairement une information inégale sur le territoire national car limitée aux frontières régionales et valorisant les choix économiques locaux et les formations correspondantes, décision bien paradoxale à l'heure où les parcours de formations se réalisent à l'échelle nationale, voire internationale !

Bien identifiés par les élèves, les jeunes et leurs familles, les CIO, espaces ouverts et accueillants, garantissant l'objectivité et l'impartialité de l'accompagnement proposé, en dehors du périmètre des établissements scolaires, constituent une ressource pour toute la communauté éducative au plus proche des équipes des établissements en interface avec les partenaires hors Éducation nationale.

Les missions des CIO, comme celles des Psy-ÉN EDO qui y travaillent sont beaucoup plus larges que la seule information sur les métiers. Il s'agit de permettre à chaque élève de se projeter dans l'avenir, ce qui passe nécessairement par un rapport aux études positives et un développement psychologique et social harmonieux. Pour obtenir cet équilibre, les Psy-ÉN, outre leur travail de suivi et de prévention dans les collèges et les lycées, développent au CIO des activités particulières : lutte contre le décrochage et retour en formation, accompagnement des élèves à besoins particuliers, actions contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations.

La fermeture des CIO priverait les élèves et leurs familles d'un accueil de proximité y compris pendant les vacances scolaires, lorsque les établissements scolaires sont fermés. Elle signifierait la disparition du service public d'orientation de l'Éducation nationale et l'ouverture aux officines privées et start-up en tous genres.

Aussi les organisations syndicales SNES-FSU, SE Unsa, Sud Éducation, SNFOLC, CGT éduc'action, SGEN CFDT et SNASUB-FSU se prononcent :

- **Pour l'abandon du transfert aux régions prévu à l'article 10 du projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » et pour le maintien des DRONISEP de leurs personnels, des Psy-ÉN, des DCIO au sein de l'Éducation nationale.**
- **Pour le maintien de tout le réseau des CIO, service public d'orientation de l'Éducation Nationale de proximité.**
- **Contre la remise en cause du statut et des missions des psychologues de l'éducation nationale « Éducation, Développement, Conseil en Orientation Scolaire et Professionnelle », et de leur affectation dans les CIO.**

- **Pour une augmentation significative des recrutements permettant une réduction des effectifs pris en charge.**

L'intersyndicale appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, et tout particulièrement des CIO et des DRONISEP à se réunir, à se mobiliser :

- **lors de la journée de grève et de manifestation pour la défense des services publics le 22 mai 2018 ;**
- **à participer nombreux à la manifestation nationale intersyndicale du 5 juin à Paris pour exiger l'abandon de ces projets qui signent la disparition du service public d'orientation de l'éducation nationale. Les organisations syndicales SNES-FSU, SE Unsa, Sud Éducation, SNFOLC, CGT éduc'action, SGEN CFDT, SNASUB-FSU demandent au ministre de les recevoir. Elles se réuniront rapidement à l'issue de cette mobilisation nationale afin d'examiner les réponses apportées et la poursuite de l'action.**

Elles appellent également les personnels à poursuivre la mobilisation le jour de l'ouverture de l'examen du projet de loi à l'assemblée nationale.